

REVUE à MI-PARCOURS DU FAD-13

**Point de situation sur l'allocation des ressources du treizième Fonds  
africain de développement**

*Note d'information*

11-13 novembre 2015



**FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT**

## Table des matières

Abréviations.....	iii
1. Contexte.....	1
2. Allocation et utilisation des ressources du FAD-13.....	1
<i>Ressources globales</i> .....	2
<i>Ressources destinées à l'allocation basée sur la performance (ABP)</i> .....	3
<i>Enveloppe dédiée aux opérations régionales (OR)</i> .....	4
<i>Ressources pour les situations fragiles au titre de la Facilité d'appui à la transition (FAT)</i> .....	5
<i>Facilité de financement de la préparation des projets (FPP)</i> .....	6
<i>Ressources en provenance des annulations</i> .....	7
3. Rapport et proposition sur l'utilisation des ressources du deuxième pilier de la FAT du FAD-12.....	7
4. Mise en œuvre des ajustements au système de l'ABP .....	8
5. Conclusion .....	10

### Annexes

Annexe I: Composition de l'équipe de rédaction et de revue de la note d'information « Allocation des ressources du FAD-13 ».....	11
Annexe II: Classification des pays membres régionaux, actualisée au 30 septembre 2015 .....	12
Annexe III: Processus d'allocation basée sur la performance.....	13
Annexe IV: Financement supplémentaire au titre du pilier I de la FAT, FAD-12 vs. FAD-13 .....	15

### Tableaux

Tableau 1: Ressources et utilisation du FAD-13.....	2
Table 2: Arriérés de la Somalie, du Soudan et du Zimbabwe auprès du Groupe de la Banque et ressources disponibles pour l'apurement des arriérés .....	8

### Graphiques

Figure 1: Distribution des allocations pays en 2014 et 2015 par quintile de l'EPP* .....	3
Figure 2: Distribution de l'ABP entre prêts, dons et combinaisons de prêts/dons .....	4
Figure 3: Approbations des OR et des BPR: FAD-12 vs. FAD-13 .....	5
Figure 4: Répartition de l'ABP par quintile .....	9
Figure 5: Scores moyens de l'Afrique pour l'EPIP <sub>A-D</sub> vs. EPIP <sub>A-E</sub> .....	10

## Abréviations

ABP	Allocation basée sur la performance
AVD	Analyse de viabilité de la dette
BAD	Banque africaine de développement
BPR	Biens publics régionaux
CSPOR	Cadre pour la sélection et la priorisation des opérations régionales
CVD	Cadre de viabilité de la dette
EPIP	Evaluation des performances et des institutions du pays
EPP	Evaluation de la performance pays
FAD	Fonds africain de développement
FAT	Facilité d'appui à la transition
FMI	Fonds monétaire international
FPP	Facilité de préparation des projets
FSP	Facilité de rehaussement de crédit en faveur du secteur privé
GPC	Garantie partielle de crédit
GPR	Garantie partielle du risque
IADM	Initiative d'allègement multilatéral de la dette
IDIA	Indice du développement des infrastructures en Afrique
OAP	Opérations d'appui programmatique
OR	Enveloppe dédiée aux opérations régionales
PIBph	Produit intérieur brut par habitant
PPTE	Initiative pays pauvres très endettés
PMR	Pays membre régional
RNBph	Revenu national brut par habitant
UC	Unité de compte

# **Note d'information – Point de situation sur l'allocation des ressources du treizième Fonds africain de développement**

---

## **1. Contexte**

- 1.1. Cette note d'information sur la treizième allocation des ressources du Fonds africain de développement (FAD-13) fait le point de situation sur la mise en œuvre du cadre d'allocation des ressources convenu pour la période 2014-2016 et sur l'utilisation des ressources allouées au travers de différentes enveloppes existantes. Elle décrit les ressources actuellement disponibles pour allocation dans le cadre du système d'allocation basée sur la performance (ABP) et des enveloppes pour les opérations régionales (enveloppe OR) et les Etats en transition (facilité d'appui à la transition, ou FAT). Elle présente également brièvement l'évaluation de la direction quant au statut et aux attentes relatives aux ressources du pilier 2 dédié à l'apurement des arriérés et présente une proposition au sujet de ces ressources. Ce document discute en outre brièvement du statut de la facilité de préparation des projets (FPP) et des efforts de la direction en vue d'améliorer son efficacité. La facilité de rehaussement de crédit en faveur du secteur privé (FSP), la garantie partielle de crédit (GPC) et la garantie partielle de risque (GPR) ne sont pas discutées dans ce document étant donné que le document sur « la mise en œuvre des instruments de financement innovants du FAD-13 » leur est spécialement dédié.
- 1.2. En signe du rôle joué par le FAD en tant que canal majeur pour le financement du développement selon des termes fortement concessionnels, les donateurs du FAD ont légèrement accru leurs contributions de l'ordre de 0,5 pourcent par rapport au FAD-12. Cette augmentation a eu lieu en dépit des contraintes financières pesant sur la plupart des contributeurs du FAD. La capacité d'engagement anticipé (ou ressources internes) qui constitue la contribution de la Banque à chaque reconstitution du FAD a quant à elle diminué et a représenté 1 milliard d'unités de compte (UC) de moins que pour le FAD-12. Les ressources disponibles pour l'allocation dans le cadre du FAD-13 ont par conséquent diminué de 14,3 pourcent.
- 1.3. Le document est composé de 5 sections. Après le contexte, la section 2 donne un aperçu de l'allocation et de l'utilisation des ressources du FAD-13. La section 3 examine le rapport et la proposition relatifs à l'utilisation des ressources du pilier 2 du FAD-13. La section 4 discute de la mise en œuvre des ajustements au système ABP. Enfin, la section 5 conclut le document.

## **2. Allocation et utilisation des ressources du FAD-13**

- 2.1. Les ressources du FAD sont allouées aux pays membres régionaux (PMR) éligibles dans le cadre du système d'ABP et des enveloppes dédiées aux OR et à la FAT. L'exercice de reconstitution du FAD-13 a en outre introduit deux instruments de financement innovants : i) une facilité entièrement dédiée à contribuer à l'augmentation des opérations du secteur privé dans les pays FAD (FSP) pour laquelle une contribution de 165 millions a été attribuée ; et (ii) la GPC qui couvre les obligations du service de la dette dans les pays FAD qui enregistrent de bonnes performances<sup>1</sup>. La FPP (introduite

---

<sup>1</sup> Seuls les pays FAD à faible risque de surendettement et qui disposent de capacités de gestion de la dette suffisantes ou les entreprises d'Etat dans les pays FAD dont le risque de surendettement est de niveau faible ou modéré sont éligibles à GPC.

lors du FAD-VIII) et la GPR<sup>2</sup> (introduite lors du FAD-12) sont également des instruments de grande importance pour l'appui à la préparation des projets et l'atténuation des risques respectivement.

- 2.2. La performance demeure le fondement du système d'ABP. Les ajustements au système d'ABP dans le cadre de la reconstitution du FAD-13 ont néanmoins contribué à prendre davantage en compte les besoins des pays FAD (se référer à la section 4). Bien qu'elles soient liées à l'ABP des pays, les enveloppes des OR et de la FAT disposent de leurs propres cadres d'allocation de ressources.
- 2.3. A l'heure actuelle, quarante (40) PMR sont éligibles aux ressources du FAD. Parmi ces pays, trente-quatre (34) sont FAD (dont quatre (4) pays atypiques), trois (3) sont dits « pays mixtes » et trois (3) sont à différents stades de transition vers le statut BAD (Annexe II). L'éligibilité aux ressources du FAD continue d'être déterminée par la solvabilité des pays et le niveau de revenu tel que mesuré par le revenu national brut par habitant (RNB ph).

#### *Ressources globales*

- 2.4. Les ressources totales prévues au titre du FAD-13 - y compris les ressources reportées - s'élèvent à 5 366,24 millions d'UC à fin septembre 2015. Les ressources internes et les paiements reçus sur les contributions des donateurs disponibles pour être engagés sur des projets et des programmes se sont élevés à 4 226,38 millions d'UC à la même date. A cette date, 2 473,02 millions d'UC ou 58.5 pourcent des ressources disponibles pour allocation ont été engagés. Le solde disponible pour engagement s'est élevé à 1 775.79 millions d'UC.

**Tableau 1: Ressources et utilisation du FAD-13**

<i>(Millions d'UC)</i>	<b>Ressources prévues au titre du FAD-13 à fin septembre 2015</b>	<b>Ressources disponibles (capacité d'engagement)* à fin septembre 2015 (A)</b>	<b>Ressources engagées<sup>3</sup> à fin septembre 2015 (B)</b>	<b>Solde (A-B)</b>
Allocation basée sur la performance	3 126,54	1 810,43	1 432,99	377,44
Opérations Régionales	1 050,88	1 050,88	709,25	364,67 <sup>4</sup>
Facilité d'appui à la transition	661,77	1 047,38	329,14	718,24
<i>dont pilier 1 : contributions supplémentaires</i>	571,80	590,88	299,23	291,65
<i>dont pilier 2 : apurement des arriérés</i>	30,00	392,00	0,33	391,67
<i>dont pilier 3 :</i>	60,00	64,50	29,58	34,92

<sup>2</sup> Les pays FAD éligibles utilisent leur ABP pour accéder à la GPR. Une garantie notionnelle de 25 pourcent est déduite de l'ABP du pays.

<sup>3</sup> Ce montant comprend des frais additionnels sur les dons calculés à partir de l'état de la capacité d'engagement au 30 septembre 2015.

<sup>4</sup> Comme c'est le cas pour l'ABP, l'enveloppe dédiée aux OR est actualisée chaque année au moment du calcul des allocations pays FAD. L'enveloppe indicative pour les OR au titre de l'année 2015 était de 1 073,92 millions d'UC. Dans le cadre de la préparation de cette note, la direction a actualisé l'enveloppe des OR qui est maintenant de 1 050,88 millions d'UC. Le montant de 364,67 millions d'UC - qui n'a pas encore été engagé mais déjà priorisé - reflète la différence (+ 23,04 millions d'UC) entre l'enveloppe indicative pour les OR au titre de l'année 2015 et l'enveloppe dédiée aux OR actualisée à fin septembre 2015. La direction ajustera les ressources disponibles pour les OR afin de les aligner par rapport à l'enveloppe finale pour les OR pour le cycle du FAD-13.

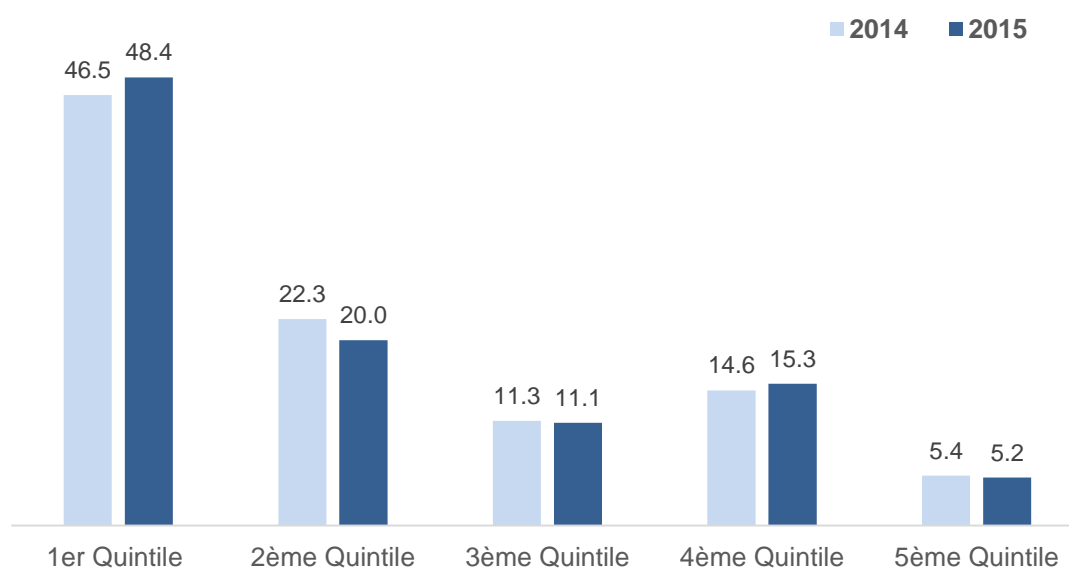
<i>assistance ciblée</i>				
FSP	165,00	165,00		165,00
GPR	-	109,31		109,31
FPP	-	14,51	1,64	12,87
Provisions pour imprévus	362,05	28,26	-	28,26
<b>TOTAL</b>	<b>5 366,24</b>	<b>4 226,38</b>	<b>2 473,02</b>	<b>1 775,79</b>

\* Y compris les reports des cycles précédents du FAD

#### *Ressources destinées à l'allocation basée sur la performance (ABP)*

- 2.5. Après déduction des provisions pour imprévus et des ressources réservées, 3 126,54 millions d'UC sont disponibles pour l'ABP pour la totalité du cycle du FAD-13. Sur ce montant, 1 432,99 millions d'UC (46,1 pourcent) ont été engagés à fin septembre 2015. Sur les approbations de l'ABP, 67 pourcent l'ont été sous la forme de prêts et 33 pourcent sous la forme de dons. 83,8 pourcent des engagements dans le cadre de l'ABP ont été destinés à des projets d'investissement et pour le renforcement des capacités tandis que 16,2 pourcent ont été destinés à des opérations d'appui programmatique (OAP). Sur la base du pipeline d'OAP pour le cycle du FAD-13, les estimations indiquent que la part dédiée aux OAP dans le total des approbations de l'ABP devrait s'établir à près de 18 pourcent à la fin du cycle, en-deçà du plafond de 25 pourcent pour les OAP convenu dans le cadre du FAD-13.
- 2.6. Les ABP pour 2014 et 2015 confirment que la performance demeure la base du système d'allocation pays. La majeure partie des ressources destinées à l'ABP (plus des deux tiers) continue d'être allouée aux pays FAD les plus performants (Figure 1). 1 033,36 millions d'UC et 1 089,93 millions d'UC ont été respectivement alloués en 2014 et en 2015 via le système ABP (Annexe III). Le montant indicatif restant de 1 003,24 millions d'UC sera alloué en 2016.

**Figure 1 : Distribution des allocations pays en 2014 et 2015 par quintile de l'EPP\***

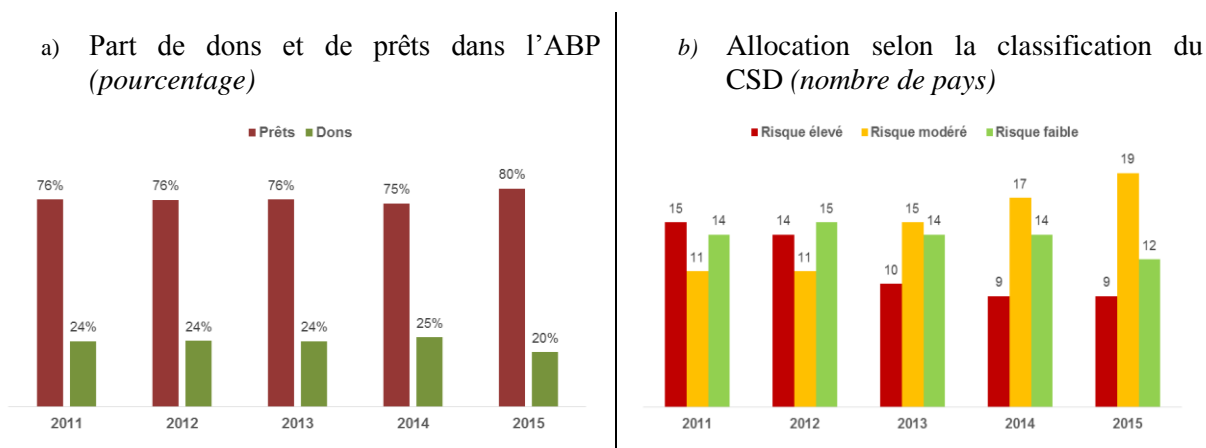


\* Evaluation de la performance pays

- 2.7. La distribution de l'ABP entre prêts et dons ainsi que le nombre de pays recevant leur allocation sous forme de prêts, de dons ou d'une combinaison de prêts/dons sont

présentés dans les figures 1a et 1b. La part des prêts dans le total de l'ABP a été constamment supérieure à 70 pourcent et a même atteint 80 pourcent en 2015 (Figure 1a). Tel que le montre la Figure 1b, ceci reflète le nombre croissant de pays recevant leur ABP partiellement ou entièrement sous la forme de prêts (de 25 en 2011 à 31 en 2015).

**Figure 2 : Distribution de l'ABP entre prêts, dons et combinaisons de prêts/dons**



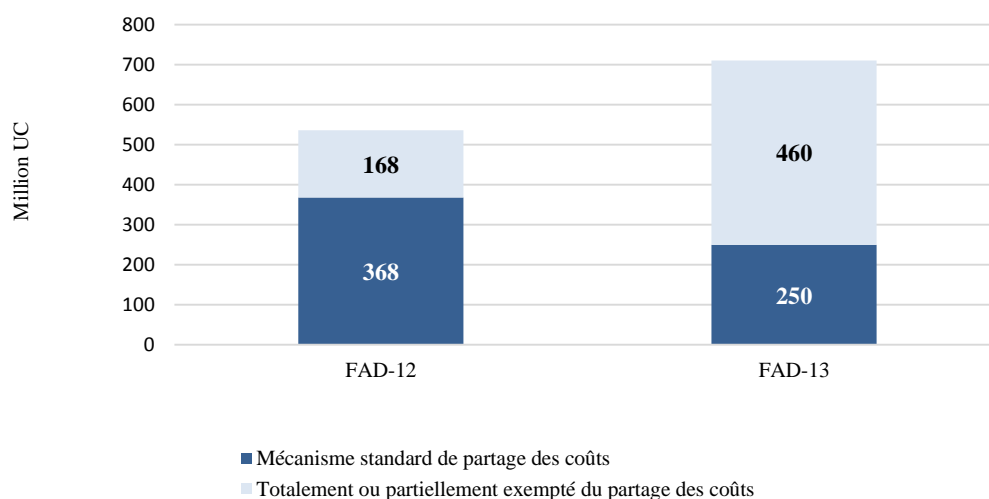
#### *Enveloppe dédiée aux opérations régionales (OR)*

- 2.8. La taille de l'enveloppe dédiée aux OR au titre du FAD-13 a augmenté pour représenter 21 pourcent des ressources du FAD (comparé à 20 pourcent dans le cadre du FAD-12), soit 1 050,88 millions d'UC.
- 2.9. Le cadre pour la sélection et la priorisation des opérations régionales (CSPOR) a été révisé afin de mieux équilibrer l'impact attendu des projets et la performance pays et de rationaliser le processus de sélection et de priorisation des OR et des biens publics régionaux (BPR) (un cadre et un processus commun pour les OR et les BPR, mais utilisation d'un cadre de notation propre)<sup>5</sup>.
- 2.10. Le mécanisme de partage des coûts mis en place au titre du FAD-11 et reconfirmé pour le FAD-12 a été maintenu au titre du FAD-13 (les pays financent jusqu'à un tiers des coûts du projet et l'enveloppe OR couvre les deux tiers restants), néanmoins trois ajustements ont été apportés afin de mieux prendre en compte les besoins des pays en transition et ceux des petits pays:
  - Un effet de levier jusqu'à 2 pour les pays en transition (au lieu de 1,5 comme ce fut le cas pour le FAD-12) qui peuvent par ailleurs utiliser leurs ressources du pilier 1 de la FAT pour bénéficier de l'enveloppe OR;
  - Les pays à faible ABP continuent de contribuer au moins à 40 pourcent des coûts du projet jusqu'à hauteur de 10 pourcent de leur contribution ABP, mais la limite de 10 pourcent s'applique à chaque projet régional et non pour l'ensemble du cycle comme ce fut le cas lors du FAD-12 ; et
  - L'utilisation de l'enveloppe OR pour les politiques de réformes visant la promotion de l'intégration régionale est permise (par exemple, opérations d'appui programmatique coordonnées ou conjointes).

<sup>5</sup> Fonds africain de développement, ADF/BD/WP/2014/32, avril 2014.

- 2.11. Suite aux exercices de sélection et de priorisation de 2014 et 2015, la totalité des ressources disponibles au titre de l'enveloppe OR dans le cadre du FAD-13 a été allouée. Un total de trente-quatre (34) projets multinationaux, seize (16) OR et dix-huit (18) BPR ont été sélectionnés. A fin septembre 2015, un montant de 709,25 millions d'UC a été approuvé, soit 67,5 pourcent des ressources de l'enveloppe OR. La direction continuera à assurer un suivi de l'utilisation et du déploiement des ressources OR et, le cas échéant, allouera en temps opportun (au début de février 2016) les ressources non engagées sur la base de l'exercice de priorisation 2015.
- 2.12. Sur le montant total approuvé, 65,4 pourcent (464,08 millions d'UC) l'a été sous la forme de prêts et 34,6 pourcent (245,16 millions d'UC) sous la forme de dons. Le mécanisme de partage des coûts standard a été appliqué dans 35,2 pourcent des projets approuvés (249,53 millions d'UC) tandis que dans 64,8 pourcent des projets (459,71 million d'UC) ont été totalement ou partiellement exemptés de partage des coûts. L'augmentation de la proportion des projets totalement ou partiellement exemptés du partage des coûts par rapport au FAD-12. Cela est principalement imputable à la nouvelle disposition au titre du FAD-13 qui permet aux pays en transition d'utiliser leurs ressources du pilier 1 de la FAT comme effet de levier de l'enveloppe OR. En outre, les projets relatifs aux BPR et les projets bénéficiant les pays qui ont des faibles allocations (15 millions d'UC par cycle du FAD) sont également totalement ou partiellement exemptés du mécanisme de partage des coûts.

**Figure 3: Approbations des OR et des BPR: FAD-12 vs. FAD-13**



*Ressources pour les situations fragiles au titre de la Facilité d'appui à la transition (FAT)*

- 2.13. Au titre du FAD-13, 661,77 millions d'UC ont été alloués à la FAT, dont 571,77 millions d'UC pour le pilier 1, 30 millions d'UC pour le pilier 2 et 60 millions d'UC pour le pilier 3. En outre, 19,11 millions d'UC au titre du pilier 1, 362 millions d'UC au titre du pilier 2, et 4,5 millions d'UC au titre du pilier 3 ont été reportés de FAD-12 pour les mêmes piliers du FAD-13.
- 2.14. D'importantes réformes ont été introduites dans le FAD-13, notamment i) la possibilité pour les pays éligibles d'utiliser les ressources du pilier 1 de la FAT pour accéder à l'enveloppe OR et de les utiliser comme effet de levier jusqu'à un rapport de 1:2 ; ii) la mise en réserve de 10 pourcent des ressources sous le pilier 1 de la FAT en vue d'accroître la capacité de la Banque à intervenir, en fonction des besoins, aux situations

fragiles ; et iii) l'introduction de mesures qualitatives supplémentaires pour évaluer l'éligibilité à l'assistance de la FAT.

- 2.15. Seize (16) pays sont actuellement éligibles aux ressources du pilier 1 de la FAT par rapport à douze (12) pays pour le FAD-12 (voir l'annexe IV sur l'allocation des pays au titre du pilier 1 de la FAT au cours du FAD-12 et du FAD-13). Suite à la décision du Conseil du 15 août 2014<sup>6</sup>, la Guinée a été ajoutée à la liste initiale des pays éligibles à recevoir des ressources du pilier 1 de la FAT.
- 2.16. La Banque est sur la bonne voie au niveau de l'utilisation des ressources du pilier 1 de la FAT pour avoir engagé 52 pourcent des ressources ordinaires (299,23 millions d'UC) et 40 pourcent de la réserve non allouée (23,86 millions d'UC). 0,33 millions d'UC du pilier 2 de la FAT ont été alloués au titre des ressources du pilier 2 de la FAT au 30 septembre 2015. Le point de situation et la proposition de la direction sur l'utilisation des ressources du pilier 2 de la FAT sont discutés dans la section 3 de la note d'information sur les « Progrès réalisés au titre du programme de lutte contre la fragilité du groupe de la Banque ainsi que dans l'utilisation des ressources de la Facilité d'appui à la transition ».
- 2.17. La mise en œuvre du pilier 3 de la FAT fait suite à l'approbation des directives opérationnelles en janvier 2015 qui a résulté dans la révision du cadre d'allocation de ces ressources<sup>7</sup>. 21 pourcent (13,58 millions d'UC) ont été engagés sur une allocation de 64,5 millions d'UC au titre du pilier 3 de la FAT. Un montant de 16 millions d'UC a également été affecté à la Facilité africaine de soutien juridique (ALSJ) sur les 64,5 millions d'UC.

*Facilité de financement de la préparation des projets (FPP)*

- 2.18. Vous vous rappellerez que l'objectif de la facilité de préparation des projets (FPP) du FAD qui a été instituée en 2000 vise à améliorer la qualité de la préparation des projets et fournir un mécanisme efficace de réponse rapide aux besoins des emprunteurs du Fonds en matière de préparation de projets. Après plus d'une décennie de mise en œuvre les directives de la facilité ont été révisées en 2014 afin d'améliorer son efficacité et son efficience ainsi que de permettre leur alignement continu avec la stratégie, les politiques, les pratiques et les procédures du Groupe de la Banque.
- 2.19. Les modifications sont essentiellement axées sur trois domaines : (i) l'augmentation du montant maximum par opération du FPP, du plafond actuel de 500 000 UC à 1 000 000 d'UC ; (ii) l'harmonisation des directives de la FPP avec d'autres directives similaires, telles que les directives opérationnelles de l'IPPF en tenant compte des bonnes pratiques et des principes d'amélioration de l'efficacité des activités de préparation de projets ; et (iii) la mise en place de dispositions institutionnelles appropriées pour superviser l'application et le suivi de la FPP. A cet effet, la direction a chargé le département de la Mobilisation des ressources et du financement externe (FRMB) de superviser les activités globales de la FPP, notamment : de conseiller les départements opérationnels ; assurer le suivi des propositions soumises ; procéder au contrôle financier ; faciliter l'approbation de propositions ; et rendre des comptes une fois par an au Conseil d'administration.
- 2.20. Une stratégie de communication et de sensibilisation a été mise en place pour s'assurer la sensibilisation et la diffusion de la facilité auprès du personnel des opérations et des

<sup>6</sup> L'évaluation de l'éligibilité de la Guinée au pilier 1 de la FAT – ADF/BD/WP/2012/11/Add.1.

<sup>7</sup> ADB/BD/WP/2014/46/Rev.3/Approval et ADF/BD/WP/2014/30/Rev.3/Approval intitulé : « Directives opérationnelles pour la mise en œuvre de la stratégie visant à s'attaquer à la fragilité et renforcer la résilience en Afrique et pour la facilité d'appui à la transition ».

pays FAD afin de promouvoir l'utilisation des fonds disponibles à travers des opérations éligibles. Récemment, les collègues des départements sectoriels et régionaux ont été invités à soumettre des requêtes de financement, ce qui permettra notamment de construire une base de réserves de projets pour financement par la FPP. A la fin septembre 2015, environ 12,87 millions d'UC sont disponibles pour financement, deux (2) projets ont déjà été approuvés et d'autres projets à financer sont à différents stades de préparation. Un rapport annuel sur les activités de la FPP sera préparé en vue d'informer le Conseil d'administration.

#### *Ressources en provenance des annulations*

- 2.21. Depuis 2011, les directives révisées relatives à l'annulation des prêts, dons et garanties approuvés<sup>8</sup> offrent une opportunité aux pays FAD et à la Banque de réaffecter les ressources du FAD des opérations non performantes à d'autres plus performantes ainsi que de soulager les pays de coûts financiers sous la forme de commission d'engagement prélevée sur les soldes des prêts non décaissés. Les directives révisées permettent aux pays FAD éligibles de conserver 70 pourcent des ressources des opérations du FAD qui ont été annulées. Ces ressources peuvent être réutilisées pour de nouvelles opérations en cours ou de nouvelles activités en cohérence avec le document de stratégie pays (DSP). Le solde de 30 pourcent est reversé à l'enveloppe générale des ressources de la Banque pour réallocation.
- 2.22. La nouvelle disposition s'est avérée être un outil utile pour assainir le portefeuille actif du FAD et en améliorer la qualité. En effet, à la fin septembre 2015, le total des ressources disponibles pour les pays FAD issue des annulations s'est élevé à 39,52 millions d'UC, dont 6,28 millions d'UC (15,9 pourcent), avaient été utilisés pour de nouvelles opérations. Par rapport au 30 juin 2012, le total des ressources disponibles pour les pays FAD issues des annulations est estimé à 107 millions d'UC, dont 63 millions d'UC (58 pourcent) avait été réutilisé pour de nouvelles opérations.

### **3. Rapport et proposition sur l'utilisation des ressources du deuxième pilier de la FAT du FAD-12**

- 3.1. Le montant total des arriérés pour la Somalie, le Soudan et le Zimbabwe envers le Groupe de la Banque devrait atteindre 747,19 millions d'UC à la fin du cycle du FAD-13 (tableau 2). Les arriérés à l'égard de la BAD s'élèvent à 575,29 millions d'UC tandis que les arriérés envers le FAD sont de l'ordre de 169,94 million d'UC. Le montant disponible au titre des ressources du pilier 2 de la FAT s'élève à 392,29 millions d'UC. En raison de l'interdiction de refinancement, ces ressources ne peuvent qu'apurer la partie des arriérés des pays vis-à-vis du guichet BAD.

---

<sup>8</sup> ADF/BD/WP/2010/62/Rev.3

**Table 2 : Arriérés de la Somalie, du Soudan et du Zimbabwe auprès du Groupe de la Banque et ressources disponibles pour l'apurement des arriérés (million d'UC)**

Pays	Arriérés à l'égard de la BAD	Arriérés à l'égard du ADF	Arriérés à l'égard du Fonds Fiduciaire Nigérien	Total
Soudan	120,95	104,31		225,25
Zimbabwe	437,87	13,84		451,71
Somalie	16,48	51,79	1,95	70,22
<b>Total</b>	<b>575,29</b>	<b>169,94</b>	<b>1,95</b>	<b>747,19</b>
Ressources disponibles (FAT)	392,29			
Déficit de financement	183,00	169,94	<b>1,95</b>	354,90

- 3.2. A fin septembre 2015, des progrès inégaux ont été accomplis par les trois pays éligibles au pilier 2 de la FAT. Alors que le Zimbabwe a considérablement progressé et répond désormais aux critères d'éligibilité du pilier 2, la Somalie et le Soudan ont connu des difficultés qui réduisent leurs chances de devenir éligibles au titre du FAD-13. En conséquence, seul le Zimbabwe est susceptible d'utiliser les ressources du pilier 2 au titre du FAD-13<sup>9</sup>.
- 3.3. Le montant total des arriérés du Zimbabwe vis-à-vis de la BAD est actuellement de 437,87 millions d'UC et nécessiterait donc l'utilisation de la totalité (100 pourcent) des ressources du pilier 2 de la FAT, plus un montant supplémentaire de 45,58 millions d'UC (Tableau 3). En outre, 13,84 millions d'UC devraient être mobilisés, soit auprès du guichet BAD ou d'autres sources, pour apurer la partie des arriérés du guichet FAD. Cependant, comme l'opération d'apurement des arriérés de la Banque doit être étroitement liée aux efforts similaires par les autres créanciers - en particulier le FMI et la Banque mondiale, dont les critères d'admissibilité pour l'apurement des arriérés ne sont pas encore remplis - la proposition de la direction est de ne pas réaffecter pour le moment les ressources du pilier 2 de la FAT<sup>10</sup>.

#### **4. Mise en œuvre des ajustements au système de l'ABP**

- 4.1 Le système ABP a été réformé afin de i) de mieux l'aligner avec la stratégie du Groupe de la Banque pour 2013-2022, ii) renforcer l'efficacité et l'efficience, et iii) fournir davantage de soutien aux pays qui en ont le plus besoin. Cela a été fait comme suit :
- l'Indice pour le développement des infrastructures en Afrique (IDIA), qui mesure le niveau de l'infrastructure d'un pays, a été inclus dans la composante des besoins de la formule ABP avec un exposant négatif de -0,25, afin que les pays qui souffrent d'un déficit important en termes d'infrastructures puissent bénéficier plus de ressources ;
  - au niveau de la composante performance, un nouveau groupe de questions portant sur l'infrastructure et l'intégration régionale (groupe E) a été ajouté à l'EPIP avec une pondération de 0,06 ;

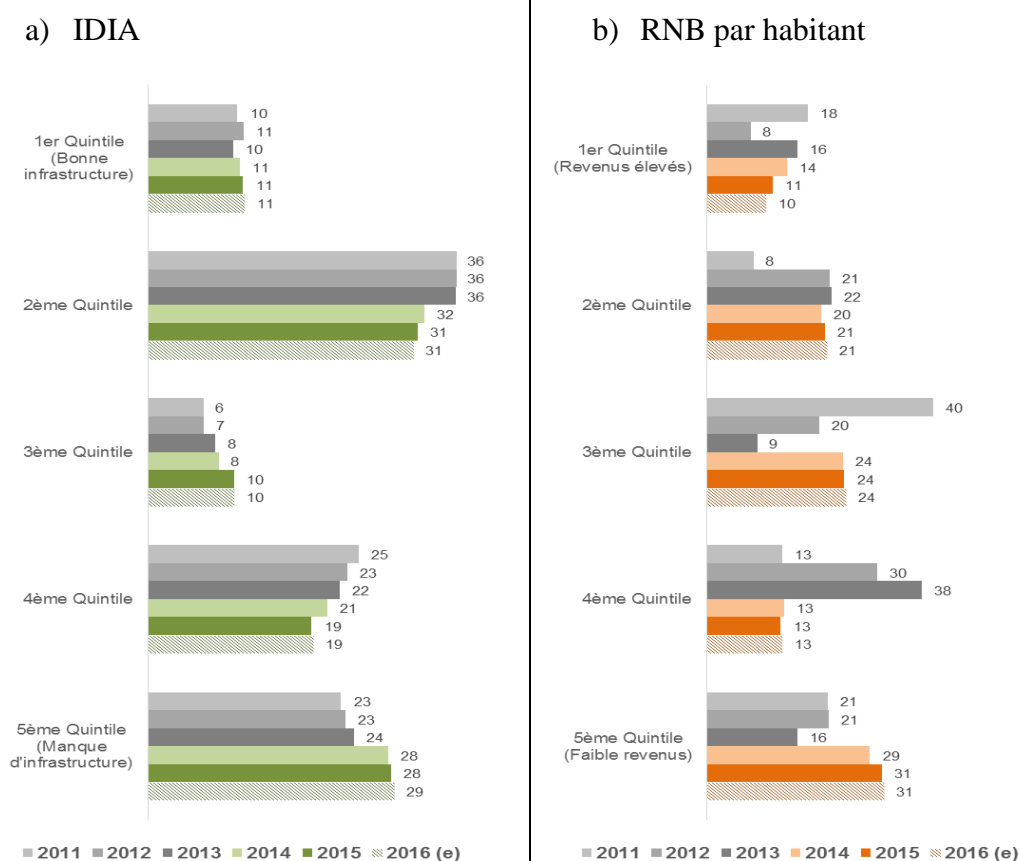
<sup>9</sup> Il est important de noter que les ressources seront utilisées par les pays éligibles sur la base du principe : premier arrivé, premier servi.

<sup>10</sup> Les efforts en cours en vue de trouver une solution à la situation prolongée – y compris la possibilité pour la BAD de devenir défendeur des options de la politique de la dette au Zimbabwe – sont discutés en détail dans le document sur la Facilité d'appui à la transition.

- l'allocation minimum a été triplée, passant de 5 à 15 millions d'UC par cycle de 3 ans, ce qui sera particulièrement bénéfique aux pays avec une population de petite taille ;
- l'exposant appliqué à l'évaluation de la performance pays (EPP) dans la formule ABP a été légèrement relevé afin de maintenir l'équilibre entre la performance et les besoins.

4.2 Bien que la performance reste le principal indicateur des allocations pays basées sur la performance, les ajustements au système d'ABP ont entraîné une augmentation de la part des ressources allouées aux pays les plus démunis en termes d'infrastructures et sur le plan du RNB par habitant. Plus précisément, la part des ressources allouée aux pays dans le dernier quintile l'IDIA a augmenté de 24 pourcent en 2013 à 28 pourcent en 2014 et 2015 (voir la figure 4a). De même, l'impact de l'augmentation de l'allocation minimale semble plus fort sur les pays à faible revenu. Comme le montre la figure 4b, le cinquième quintile pour le RNB par habitant - correspondant aux pays les plus pauvres - a augmenté de 16 pourcent en 2013 à 29 pourcent en 2014 et 31 pourcent en 2015.

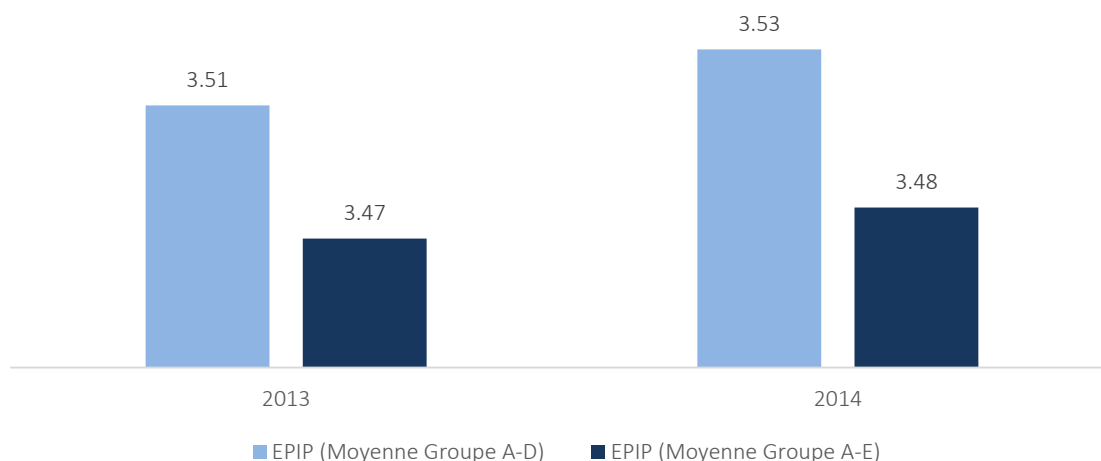
**Figure 4: Répartition de l'ABP par quintile**



4.3 La série de questions sur l'infrastructure et l'intégration régionale ajoutée au questionnaire EPIP (groupe E) n'a pas entraîné une augmentation des notes attribuées dans le cadre de l'EPIP. En effet, les données pour les deux premières années de mise en œuvre du groupe E montre que les notes attribuées dans le cadre de la moyenne de l'EPIP<sub>A-E</sub> (moyenne des notes pour l'EPIP après l'addition de groupe E) a été plus

prudente que la moyenne EPIP<sub>A-D</sub> (précédente note moyenne pour l'EPIP avant l'ajout du groupe E) (Figure 5).

**Figure 5: Scores moyens de l'Afrique pour l'EPIP<sub>A-D</sub> vs. EPIP<sub>A-E</sub>**



## 5. Conclusion

- 5.1. Les ressources du FAD-13 ont été allouées aux pays à travers l'ABP, à l'enveloppe destinée aux OR ainsi qu'à la FAT en accord avec le cadre convenu. Le total des ressources engagées a représenté 45,9 pourcent à fin septembre 2015 et devrait atteindre 58,0 pourcent d'ici fin 2015, 70,0 pourcent à fin juin 2016 et 100 pourcent à la fin du cycle du FAD-13.
- 5.2. Les ressources allouées à travers le système d'ABP ont continué d'affluer vers les pays les plus performants, principalement en raison de l'EPIP. Les ajustements introduits dans le cadre de la reconstitution du FAD-13 se sont néanmoins traduits par des ressources supplémentaires en direction des pays qui en ont le plus besoin.
- 5.3. La priorisation de la totalité des ressources des OR au milieu du cycle du FAD-13 reflète la demande accrue pour les opérations régionales ainsi que l'efficacité du CPSOR. En effet, le CPSOR révisé a contribué à l'allocation de ressources dédiées aux OR de façon transparente et efficiente tout en assurant un bon équilibre entre « l'impact attendu du projet » et la « performance des pays ».
- 5.4. Concernant les ressources du pilier 2 de la FAT (volet pour l'apurement des arriérés), la direction estime que le Zimbabwe pourrait se qualifier pour l'apurement des arriérés d'ici la fin de la période du FAD-13 étant donné les progrès accomplis vis-à-vis les critères techniques nécessaires et les indications dont nous disposons sur les efforts en cours. La direction propose donc de conserver les ressources du pilier 2 de la FAT jusqu'à la fin du FAD-13. L'opération d'apurement des arriérés du Zimbabwe devra néanmoins être opérée en liaison avec le FMI et la Banque mondiale, dont les critères d'éligibilité pour l'apurement des arriérés n'ont pas encore été validés. Enfin, la direction recommande que tout montant inutilisé à la fin du cycle soit réalloué au même volet dans le cadre du FAD-14.

**Annexe I: Composition de l'équipe de rédaction et de revue de la note d'information  
« Allocation des ressources du FAD-13 »**

<b>Fonctionnaire</b>	<b>Département</b>
<b>Riadh Ben Messaoud</b>	FRMB
<b>Ricardo Carvalheira</b>	FTRY
<b>Jacques Moulot</b>	ONRI
<b>Oscar Pitti Rivera</b>	FRMB (chef)
<b>Malek Sefi</b>	FRMB
<b>Mohamed Tarawally</b>	FFCO
<b>Frederik Teufel</b>	ORTS
<b>Yapo Léonce</b>	FRMB

## Annexe II: Classification des pays membres régionaux, actualisée au 30 septembre 2015

Pays BAD (14)	Pays éligibles au FAD (40)				
	Gap (4)	Mixte (3)	En cours de reclassement au statut BAD (3)	Exclusivement FAD (30)	
Algérie Angola Botswana  Égypte Guinée Équatoriale Gabon  Libye Île Maurice  Maroc Namibie Seychelles Afrique du Sud Swaziland Tunisie	Djibouti Ghana Lesotho São Tomé & Príncipe	Cameroun Kenya Zambie	Cap Vert Congo Nigéria	Benin Burkina Faso Burundi* Rép. Centrafricaine*  Tchad* Comores*  Congo. Rép. dém.* Côte d'Ivoire*  Érythrée* Ethiopie Gambie  Guinée* Guinée-Bissau* Libéria* Madagascar* Malawi	Mali* Mauritanie Mozambique  Niger  Rwanda Sénégal Sierra Leone* Somalie* Soudan du Sud* Soudan* Tanzanie  Togo* Ouganda Zimbabwe*

\* Etats fragiles affectés par des conflits selon la liste harmonisée BAD/BM

Les pays exclusivement FAD sont ceux dont le RNB par habitant est au-dessous du seuil opérationnel d'admissibilité de l'IDA/FAD (1 215 dollars pour l'année fiscale 2014/2015) et qui ne sont pas considérés solvables pour le financement non concessionnel.

Les pays à financement mixte sont ceux qui sont considérés solvables (la solvabilité est généralement mesurée par des ratios d'endettement faible, une situation financière équilibrée et un secteur financier robuste), mais qui ont aussi un faible RNB par habitant. Les pays de cette catégorie reçoivent 50 pourcent de leur allocation du guichet FAD et 50 pourcent du guichet BAD.

Les pays BAD sont ceux dont le RNB par habitant est au-dessus du seuil opérationnel pour plus de deux années consécutives et dont la solvabilité respecte les critères de la Banque au moment de l'évaluation. En fonction du niveau de développement du pays et selon le cadre de transition pour les pays en cours de changement de statut (ADB/BD/WP/2011/20/Rev.2), le pays bénéficie d'une période de transition de 2 à 5 ans.

Les pays dits « gap » (ou atypiques) sont ceux dont le RNB par habitant est au-dessus du seuil opérationnel pour plus de deux années consécutives.

Les pays en cours de reclassement sont ceux qui connaissent une transition de la catégorie pays exclusivement FAD ou pays à financement mixte vers la catégorie des pays BAD. La durée minimale de la période de transition est de 2 ans. Selon le niveau de la pauvreté et le développement humain; la croissance économique moyenne; et le besoin de financement, un pays en cours de reclassement peut prolonger sa période de transition jusqu'à 5 ans.

### Annexe III: Processus d'allocation basée sur la performance

La formule d'ABP compte deux principaux déterminants : (i) les besoins du pays, mesurés par son RNB par habitant, sa population (P) et son indice de développement des infrastructures en Afrique (IDIA); et (ii) la performance du pays, déterminée par la note de l'évaluation de sa performance pays (EPP).

#### Formule ABP<sup>11</sup>

$$A_i = \underbrace{(EPP)_i^{4.125}}_{\text{Composante performance}} \times \underbrace{(RNB/p)_i^{-0.125} \times Pop_i^1 \times AIDI_i^{-0.25}}_{\text{Composante besoin}}$$

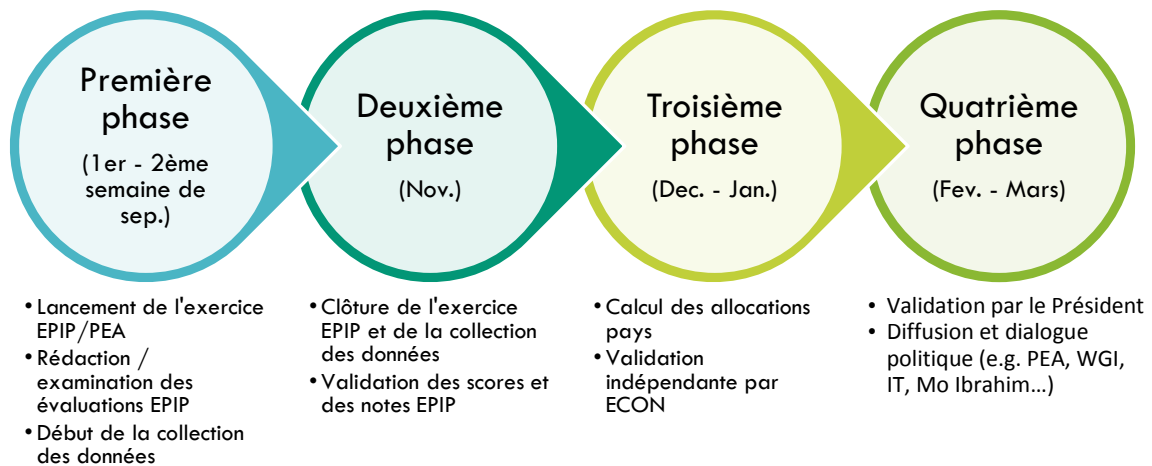
$$EPP_i = \begin{cases} 0,20 \times EPIP_{(ABC)_i} + 0,58 \times EPIP_{D_i} + 0,06 \times EPIP_{E_i} + 0,16 \times NPPP_i \\ 0,36 \times EPIP_{(ABC)_i} + 0,58 \times EPIP_{D_i} + 0,06 \times EPIP_{E_i} \quad \text{si pas de portefeuille} \end{cases}$$

Une augmentation du RNB par habitant se traduit par une diminution de l'allocation par habitant, tandis qu'un accroissement de la note d'évaluation de la performance des pays attribuable à l'impact positif net de l'EPIP, à la note de la gouvernance et à la note de la performance du portefeuille conduit à une augmentation de l'allocation par habitant. Les pays abritant une population relativement nombreuse obtiennent des allocations de ressources plus importantes en termes absolus. Les pays ayant un faible niveau de développement d'infrastructure mesuré par l'IDIA vont percevoir une augmentation de leurs allocations ABP.

En ce qui concerne le processus de calcul, FRMB est le dépositaire principal du système ABP. Il recueille les données d'entrée à partir des départements concernés (ESTA, FFCO, FTRY, ORQR, ORTS et les départements régionaux) et se charge du calcul des allocations pays. Conformément au protocole de validation établi en 2010, le complexe de l'économiste en chef (ECON) a aussi la charge de conduire, de manière indépendante, le calcul et la validation des ABP. Le processus EPIP/ABP s'étale sur une période de quatre à six mois, généralement de septembre à janvier / février de chaque année. La phase de diffusion des scores EPIP commence de suite après la validation et la publication des ABP, généralement à partir de février / mars de chaque année.

<sup>11</sup>  $A_i$  est la clé de répartition pour calculer l'allocation ABP du pays  $i$ ;  $IDIA_i$  est l'indice de développement des infrastructures en Afrique du pays  $i$ ;  $EPP_i$  est l'évaluation de la performance du pays  $i$ ;  $EPIP(ABC)_i$  est la moyenne des scores des groupes A, B et C de l'EPIP pour le pays  $i$ ;  $EPIP_{D_i}$  est le score du groupe D de l'EPIP (gouvernance) pour le pays  $i$ ;  $EPIP_{E_i}$  est le score du groupe E de l'EPIP pour le pays  $i$ ;  $(RNB/p)_i$  est le revenu national brut par habitant pour le pays  $i$ ;  $NPPP_i$  est la notation de l'évaluation de la performance du portefeuille du pays  $i$ ;  $Pop_i$  est la population du pays  $i$ .

## Processus EPIP/ABP



Le calcul des ABP suit un processus composé de trois étapes principales :

- premièrement, les ressources sont allouées aux pays éligibles en utilisant la formule ABP ;
- deuxièmement, les conditions de financement spécifiques à chaque pays (prêts, dons, ou combinaison de prêts et de dons) sont appliquées ; et
- la troisième étape consiste à déduire le montant correspondant à l'annulation de la dette au titre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM), des allocations des PMR concernés par l'initiative, et de redistribuer le total de l'enveloppe issue des allègements aux pays exclusivement FAD.

Pour plus de détails sur les étapes de la méthodologie de calcul des ABP, prière de vous référer aux lignes directrices opérationnelles du FAD-13.

**Annexe IV: Financement supplémentaire au titre du pilier I de la FAT, FAD-12 vs. FAD-13**

Pays	FAD-12	FAD-13
Burundi	57,23	25,42
Rép. Centrafricaine	26,43	14,84
Comores	10,00	10,00
Congo. Rép. dém.	60,00	60,00
Côte d'Ivoire	60,00	60,00
Guinée	-	25,00
Guinée-Bissau	12,51	13,32
Libéria	52,43	36,23
Madagascar	-	60,00
Mali	-	60,00
Sierra Léone	28,71	16,03
Somalie	-	11,20
Soudan du Sud	17,03	21,94
Soudan	22,97	60,00
Togo	41,51	39,68
Zimbabwe	16,21	44,91
<b>Total</b>	<b>405,03</b>	<b>558,57</b>